



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.493/2/V
du 23 juillet 2014

advies 56.493/2/V
van 23 juli 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant les arrêtés royaux
du 20 avril 1965 fixant le statut
organique des établissements
scientifiques fédéraux et du
25 février 2008 fixant le statut
du personnel scientifique des
établissements scientifiques
fédéraux'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van de
koninklijke besluiten van
20 april 1965 tot vaststelling
van het organiek statuut van de
federale wetenschappelijke
instellingen en van
25 februari 2008 tot
vaststelling van het statuut van
het wetenschappelijk personeel
van de federale
wetenschappelijke instellingen'

Le 17 juin 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Politique scientifique, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit (*) jusqu'au 1^{er} août 2014, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant les arrêtés royaux du 20 avril 1965 fixant le statut organique des établissements scientifiques fédéraux et du 25 février 2008 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 23 juillet 2014. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Alain LEFEBVRE, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 juillet 2014.

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 17 juni 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 1 augustus 2014 (*), een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de koninklijke besluiten van 20 april 1965 tot vaststelling van het organiek statuut van de federale wetenschappelijke instellingen en van 25 februari 2008 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 23 juli 2014. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Alain LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 juli 2014.

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. L'article 16 de la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes', dispose, en ses paragraphes 1^{er} et 2 :

« § 1^{er}. Une distinction directe ou indirecte fondée sur le sexe ne s'analyse pas en une quelconque forme de discrimination, lorsque cette distinction directe ou indirecte constitue une mesure d'action positive.

§ 2. Une mesure d'action positive ne peut être mise en œuvre que moyennant le respect des conditions suivantes :

- il doit exister une inégalité manifeste ;
- la disparition de cette inégalité doit être désignée comme un objectif à promouvoir ;
- la mesure d'action positive doit être de nature temporaire, étant de nature à disparaître dès que l'objectif visé est atteint ;
- la mesure d'action positive ne doit pas restreindre inutilement les droits d'autrui ».

1.2. L'arrêté en projet doit être accompagné d'un rapport au Roi reprenant les données chiffrées dont il se déduit qu'il existe une inégalité manifeste entre les sexes au sein du personnel visé de chaque établissement scientifique fédéral et que la disparition de cette inégalité est un objectif à promouvoir. À défaut de ce faire, il n'est en effet pas possible de savoir si sont remplies les deux premières conditions fixées par l'article 16, § 2, de la loi précitée du 10 mai 2007 et par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle ¹.

1.3. Dans l'avis 49.473/AG donné le 26 avril 2011 sur une proposition devenue la loi du 28 juillet 2011 'modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, le Code des sociétés et la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation

¹ Voir notamment C.C., 12 février 2009, n° 17/2009.

du fonctionnement et la gestion de la Loterie Nationale afin de garantir la présence des femmes dans le conseil d'administration des entreprises publiques autonomes, des sociétés cotées et de la Loterie Nationale', l'Assemblée générale du Conseil d'État a observé que :

« 13. L'obligation imposée comme telle de respecter un quota de femmes ou d'hommes dans la composition du Conseil d'administration d'une entreprise publique économique ou de la Loterie Nationale n'apparaît pas en soi de nature à restreindre inutilement les droits des uns ou des autres, mais à la condition :

- qu'elle permette une comparaison des titres et mérites des candidats de sexe différent [...];

- qu'elle n'oblige à choisir une personne d'un sexe déterminé que pour autant que cette personne présente des titres et mérites comparables à ceux d'un ou plusieurs autres candidats de l'autre sexe avec qui elle entre en concurrence et qui sont, comme elle, jugés aptes à la fonction à pourvoir.

La règle du quota ne peut en effet dispenser l'autorité publique investie du pouvoir de nomination de procéder à la comparaison des titres et mérites [...] et le respect de cette obligation doit apparaître de la motivation de l'acte de nomination.

[...]

14. La CJUE a eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'examiner la validité d'actions positives prises dans le secteur public pour promouvoir une répartition équilibrée des sexes en matière d'emploi.

15. Ainsi, dans l'arrêt Badeck, la CJUE a considéré ce qui suit :

'22. [...] (L)a Cour a, au point 33 de l'arrêt Marschall, précité, jugé que, contrairement à la réglementation en cause dans l'affaire Kalanke, précitée, une réglementation nationale qui comporte une clause d'ouverture ne dépasse pas les limites de l'exception prévue à l'article 2, paragraphe 4, de la directive si, dans chaque cas individuel, elle garantit aux candidats masculins ayant une qualification égale à celle des candidats féminins que les candidatures font l'objet d'une appréciation objective qui tient compte de tous les critères relatifs à la personne des candidats et écarte la priorité accordée aux candidats féminins, lorsqu'un ou plusieurs de ces critères font pencher la balance en faveur du candidat masculin.

23. Il s'ensuit qu'une action qui vise à promouvoir prioritairement les candidats féminins dans les secteurs de la fonction publique où les femmes sont sous-représentées doit être considérée comme étant compatible avec le droit communautaire :

- lorsqu'elle n'accorde pas de manière automatique et inconditionnelle la priorité aux candidats féminins ayant une qualification égale à celle de leurs concurrents masculins et

- lorsque les candidatures font l'objet d'une appréciation objective qui tient compte des situations particulières d'ordre personnel de tous les candidats, [...]

La notion de clause d'ouverture est qualifiée, dans la jurisprudence de la CJUE, comme la 'clause selon laquelle les femmes ne doivent pas être promues par priorité si des motifs tenant à la personne d'un candidat masculin font pencher la balance en sa faveur' [...].

L'application de cette jurisprudence à l'obligation faite, sans possibilité d'y déroger, de respecter un quota d'un tiers de femmes ou d'hommes dans un conseil d'administration tant dans le cas d'une entreprise publique économique que de la Loterie Nationale emporte le risque sérieux de se heurter aux principes d'admissibilité d'une

action positive en faveur des personnes d'un sexe déterminé tels que les a dégagés la CJUE [...]. En effet, le respect d'un tel quota peut conduire, dans certaines situations, à choisir un administrateur du sexe requis pour l'unique raison que le quota n'est pas atteint. Ce choix se fera donc indépendamment d'une appréciation objective des situations particulières d'ordre personnel de tous les candidats, une priorité devant, aux termes de la loi, être accordée à ce candidat même s'il est sous-qualifié par rapport à d'autres dès lors que ceux-ci sont de l'autre sexe [...] ».

Les dispositions en projet mentionnent que

« [...] il est dérogé à l'alinéa précédent si, par application des lois précitées, en raison des résultats de la sélection, en raison du droit au renouvellement du mandat ou en raison du classement des candidats en fonction de leurs titres et mérites, il est impossible de procéder à la désignation ou à la nomination d'un candidat appartenant au genre sous-représenté ».

Comme l'a observé la section de législation du Conseil d'État à propos d'une disposition identique à celle examinée, insérée dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État'², le texte en projet satisfait donc à la notion de clause d'ouverture telle qu'elle a été exposée ci-dessus .

2. Conformément aux termes employés par la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes'³, et comme relevé dans l'avis de l'Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes du 28 janvier 2014, il y a lieu d'utiliser, dans la version française de l'ensemble de l'arrêté en projet, le mot « sexe » et non le mot « genre ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il n'y a pas lieu de viser l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État' qui ne constitue pas le fondement juridique du projet et n'est pas modifié par lui.

L'alinéa 3 sera, dès lors, omis.

Il pourra être fait mention de cet arrêté dans le rapport au Roi.

2. À l'alinéa 4 (devenant alinéa 3), les mots « l'article 5, modifié par l'arrêté royal du 25 février 2008 » sont inutiles et seront omis⁴.

² Voir l'avis 51.204/4 donné le 26 avril 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 2 juin 2012 'modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État'.

³ Voir, par exemple, l'article 3 qui dispose que «La présente loi a pour objectif de créer, dans les matières visées à l'article 6, un cadre général pour lutter contre la discrimination sur base du sexe ».

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30, alinéa 2.

3. À l'alinéa 5 (devenant alinéa 4), les mots « l'article 52, modifié par l'arrêté royal du 12 juin 2012 » sont inutiles et seront omis⁵.

4. À l'alinéa 6 (devenant alinéa 5), l'avis de la Commission interministérielle de la Politique scientifique fédérale a été donné, semble-t-il, le 3 juillet 2012 et non le 17 août 2012.

5. Il ne résulte pas de l'article 16 de la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes' que l'avis de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes constituait une formalité obligatoire.

Dès lors, il y a lieu de mentionner cet avis sous forme de considérant.

Par ailleurs, cet avis semble avoir été donné le 28 janvier 2014 et non le 27 janvier 2014.

6. Il résulte de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014, que le projet examiné, qui a été et doit être délibéré en Conseil des ministres, doit en principe faire l'objet d'une analyse d'impact.

L'auteur du projet est toutefois dispensé de l'accomplissement de cette formalité car le texte à l'examen concerne « l'autorégulation de l'autorité fédérale »⁶. Le préambule sera donc complété afin de mentionner cette dispense conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

DISPOSITIF

Article 1^{er} (article 5, §§ 6 à 8, en projet de l'arrêté royal précité du 20 avril 1965)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner toutes les modifications encore en vigueur subies par l'article 5 de l'arrêté royal du 20 avril 1965.

Article 2 (article 52, cinquième tiret, de l'arrêté royal du 25 février 2008)

Suite à la modification proposée, l'article 52, cinquième tiret, se lira comme suit :

« Sans préjudice des dispositions du présent statut, les agents scientifiques auxquels il est applicable, sont soumis aux prescriptions qui régissent les agents de l'État en ce qui concerne :

[...]

⁵ *Ibid.*

⁶ Article 8, § 1^{er}, 4°, de la loi précitée du 15 décembre 2013.

- La promotion de l'égalité des genres ».

Le Conseil d'État s'interroge sur la portée de cette disposition, dès lors que l'article 1^{er} du projet insère dans l'arrêté royal du 20 avril 1965 'fixant le statut organique des établissements scientifiques fédéraux', des dispositions spécifiques au personnel des établissements scientifiques fédéraux, qui reproduisent les dispositions identiques de l'arrêté royal précité du 2 octobre 1937.

Article 3

Le Conseil d'État n'aperçoit pas l'utilité de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

Article 4

Il y a lieu de préciser les attributions des ministres chargés de l'exécution du présent arrêté.

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. Artikel 16, §§ 1 en 2, van de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen’ luidt als volgt:

“§ 1. Een direct of indirect onderscheid op grond van geslacht geeft nooit aanleiding tot de vaststelling van enige vorm van discriminatie wanneer dit direct of indirect onderscheid een maatregel van positieve actie inhoudt.

§ 2. Een maatregel van positieve actie kan slechts worden uitgevoerd mits naleving van de volgende voorwaarden:

- er moet een kennelijke ongelijkheid zijn;
- het verdwijnen van deze ongelijkheid moet worden aangewezen als een te bevorderen doelstelling;
- de maatregel van positieve actie moet van tijdelijke aard zijn en van die aard zijn dat hij verdwijnt zodra de beoogde doelstelling is bereikt;
- de maatregel van positieve actie mag andermans rechten niet onnodig beperken”.

1.2. Bij het ontworpen besluit moet een verslag aan de Koning worden gevoegd waarin met cijfermateriaal wordt aangetoond dat er bij het bedoelde personeel van iedere federale wetenschappelijke instelling een kennelijke ongelijkheid tussen de geslachten bestaat en dat het wegwerken van die ongelijkheid een na te streven doelstelling vormt. Indien zulks verzuimd wordt, kan men immers onmogelijk weten of is voldaan aan de eerste twee voorwaarden die door artikel 16, § 2, van de voornoemde wet van 10 mei 2007 en door de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof¹ worden opgelegd.

¹ Zie met name GwH 12 februari 2009, nr. 17/2009.

1.3. De algemene vergadering van de Raad van State heeft het volgende opgemerkt in advies 49.473/AV, op 26 april 2011 gegeven over een voorstel dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 28 juli 2011 ‘tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, het Wetboek van vennootschappen en de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij teneinde te garanderen dat vrouwen zitting hebben in de raad van bestuur van de autonome overheidsbedrijven, de genoteerde vennootschappen en de Nationale Loterij’:

“13. De onverkort opgelegde verplichting om een quotum na te leven van vrouwen of mannen in de samenstelling van de raad van bestuur van een economisch overheidsbedrijf of van de Nationale Loterij, beknot, naar het zich laat aanzien, niet nodeloos de rechten van de enen of de anderen, echter op voorwaarde:

- dat deze verplichting een vergelijking mogelijk maakt van de aanspraken en verdiensten van de kandidaten van verschillend geslacht [...];
- dat door deze verplichting een persoon van een bepaald geslacht slechts moet worden gekozen voor zover de aanspraken en verdiensten van deze persoon vergelijkbaar zijn met die van een of meerdere andere kandidaten van het andere geslacht met wie hij wedijvert en die, zoals hij, geschikt worden bevonden voor de vacante functie.

De quotumregel kan de met benoemingsbevoegdheid beklede overheidsinstantie immers niet ontslaan van de verplichting de aanspraken en verdiensten te vergelijken [...], en het naleven van deze verplichting moet blijken uit de motivering van de akte van benoeming.

[...]

14. Het HvJEU heeft meermalen de gelegenheid gehad om de geldigheid te onderzoeken van positieve acties in de overheidssector ter bevordering van een evenwichtige verdeling van de geslachten inzake tewerkstelling.

15. Aldus heeft het HvJEU in het arrest Badeck het volgende geoordeeld:

‘22. [...] het Hof [oordeelde] in punt 33 van het arrest Marschall, dat, anders dan de regeling die in het arrest Kalanke aan de orde was, een nationale regeling die een openingsclausule bevat, de grenzen van de uitzondering van artikel 2, lid 4, van de richtlijn niet overschrijdt indien zij, in elk individueel geval, mannelijke kandidaten met gelijke kwalificaties als vrouwelijke kandidaten waarborgt, dat de sollicitaties worden onderworpen aan een objectieve beoordeling, die rekening houdt met alle criteria betreffende de persoon van de sollicitanten en de aan vrouwelijke kandidaten toegekende voorrang buiten toepassing laat, wanneer één of meer van die criteria de balans ten gunste van de mannelijke kandidaat doen doorslaan.

23. Derhalve is een maatregel volgens welke vrouwelijke kandidaten in sectoren van de openbare dienst waarin zij ondervertegenwoordigd zijn, bij voorrang moeten worden bevorderd, verenigbaar met het gemeenschapsrecht,

- wanneer hij vrouwelijke kandidaten met een gelijke kwalificatie als hun mannelijke medekandidaten niet automatisch en onvoorwaardelijk voorrang verleent, en
- wanneer de sollicitaties worden onderworpen aan een objectieve beoordeling, die rekening houdt met de bijzondere persoonlijke situatie van alle kandidaten’ [...].

Het begrip ‘openingsclausule’ wordt in de rechtspraak van het HvJEU omschreven als de ‘clausule [...] volgens welke vrouwen niet bij voorrang moeten worden bevorderd, indien met de persoon van een mannelijke kandidaat verband houdende redenen de balans in diens voordeel doen doorslaan’ [...].

De toepassing van deze rechtspraak op de opgelegde verplichting om, zonder mogelijkheid ervan af te wijken, een quotum na te leven van een derde vrouwen of mannen in een raad van bestuur zowel in het geval van een economisch overheidsbedrijf als in het geval van de Nationale Loterij, brengt het ernstige risico met zich mee dat die verplichting stuit op de principes van toelaatbaarheid van een positieve actie ten gunste van personen van een bepaald geslacht zoals het HvJEU ze duidelijk heeft gemaakt (...). In een aantal situaties kan de naleving van een dergelijk quotum er immers toe leiden dat een bestuurder wordt gekozen die van het vereiste geslacht is, slechts omdat het quotum niet bereikt is. Deze keuze zal dus onafhankelijk van een objectieve beoordeling van de persoonlijke situatie van alle kandidaten worden gemaakt, omdat, luidens de wet, voorrang moet worden gegeven aan die kandidaat, zelfs al is hij ondergekwalificeerd ten opzichte van andere kandidaten, gegeven het feit dat deze andere kandidaten van het andere geslacht zijn”.

In de ontworpen bepalingen wordt het volgende gesteld:

“Er wordt (...) afgeweken van het voorgaande lid als, overeenkomstig de voormelde wetten, wegens de resultaten van de selectie, wegens het recht op vernieuwing van het mandaat of wegens de rangschikking van de kandidaten op grond van hun titels en verdiensten, het onmogelijk is om over te gaan tot de aanwijzing of de benoeming van een kandidaat van het ondervertegenwoordigde geslacht”.

Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft opgemerkt met betrekking tot een bepaling, ingevoegd in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het rijkspersoneel’² en identiek aan de voorliggende bepaling, beantwoordt de ontworpen tekst dus aan het begrip openingsclausule zoals het hierboven is uiteengezet.

2. In heel het ontwerp moet, in de Franse tekst, het woord “sexe” in plaats van het woord “genre” worden gebruikt, overeenkomstig de bewoordingen van de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen’³, en zoals het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen in zijn advies van 28 januari 2014 heeft opgemerkt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het rijkspersoneel’ verschaft het ontwerp geen rechtsgrond en wordt door het ontwerp niet gewijzigd; het hoeft niet te worden vermeld.

Het derde lid moet dus worden weggelaten.

Het besluit in kwestie kan in het verslag aan de Koning worden vermeld.

² Zie advies 51.204/4, op 26 april 2012 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 2 juni 2012 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel’.

³ Zie bijvoorbeeld artikel 3, waarvan de Franse tekst luidt als volgt: “La présente loi a pour objectif de créer, dans les matières visées à l'article 6, un cadre général pour lutter contre la discrimination sur base du sexe”.

2. De woorden “artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 2008” in het vierde lid (dat het derde lid wordt) zijn overbodig en moeten worden weggelaten.⁴

3. De woorden “artikel 52, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juni 2012” in het vijfde lid (dat het vierde lid wordt) zijn overbodig en moeten worden weggelaten.⁵

4. Naar het zich laat aanzien is het advies van de Federale interministeriële commissie voor wetenschapsbeleid, vermeld in het zesde lid (dat het vijfde lid wordt), niet op 17 augustus 2012 maar wel op 3 juli 2012 gegeven.

5. Uit artikel 16 van de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen’ blijkt niet dat het advies van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen een verplicht vormvereiste vormt.

Dat advies dient dus als overweging te worden vermeld.

Voorts is dat advies, naar het zich laat aanzien, niet op 27 januari 2014 maar wel op 28 januari 2014 gegeven.

6. Uit artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, die op 1 januari 2014 in werking is getreden, vloeit voort dat voor het voorliggende ontwerp, waarover in de Ministerraad moet worden overlegd, in principe een impactanalyse moet worden uitgevoerd.

De steller van het ontwerp is evenwel vrijgesteld van dat vormvereiste aangezien de voorliggende tekst betrekking heeft op de “autoregulering van de federale overheid”.⁶ De aanhef moet die vrijstelling dus vermelden, overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’.

DISPOSITIEF

Artikel 1 (ontworpen artikel 5, §§ 6 tot 8, van het voornoemde koninklijk besluit van 20 april 1965)

In de inleidende zin moeten alle nog geldende wijzigingen worden vermeld die in artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 april 1965 zijn aangebracht.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30, tweede lid.

⁵ *Ibid.*

⁶ Artikel 8, § 1, 4°, van de voornoemde wet van 15 december 2013.

Artikel 2 (artikel 52, vijfde streepje, van het koninklijk besluit van 25 februari 2008)

Als gevolg van de voorgestelde wijziging moet artikel 52, vijfde streepje, luiden als volgt:

“Onverminderd de bepalingen van dit statuut, zijn de wetenschappelijke personeelsleden waarop het van toepassing is, onderworpen aan de voorschriften die gelden voor het rijkspersoneel wat betreft:

[...]

- de bevordering van de gelijkheid van de geslachten”.

De Raad van State plaatst vraagtekens bij de strekking van die bepaling; artikel 1 van het ontwerp voegt in het koninklijk besluit van 20 april 1965 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de federale wetenschappelijke instellingen’ immers specifieke bepalingen betreffende het personeel van de federale wetenschappelijke instellingen in, die identieke bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 overnemen.

Artikel 3

De Raad van State begrijpt niet waarom wordt afgeweken van de gebruikelijke regel betreffende de inwerkingtreding van koninklijke besluiten.

Artikel 4

De bevoegdheden van de ministers die met de uitvoering van dit besluit belast zijn, moeten nader worden aangegeven.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Jacques JAUMOTTE